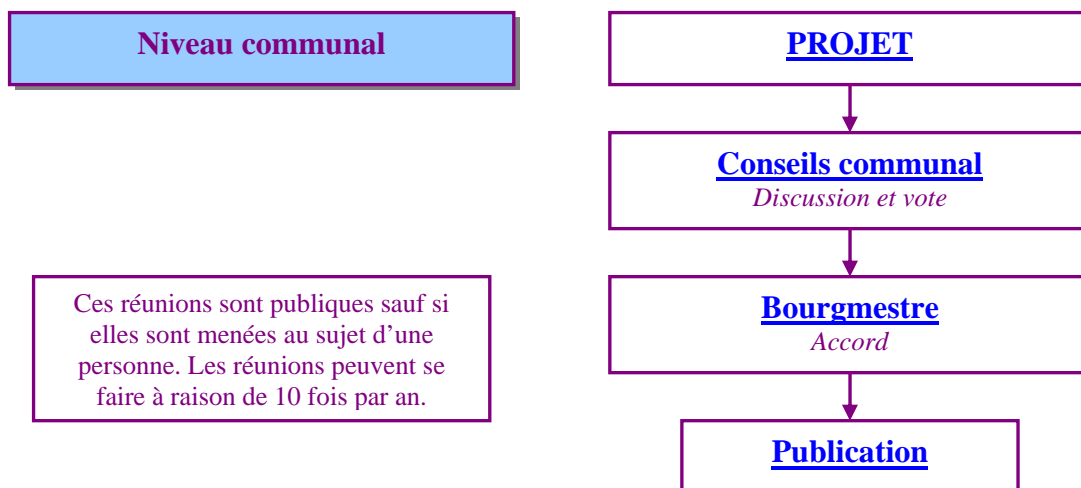


Pour intervenir dans l'élaboration d'une loi, il faut d'abord connaître quelle est l'institution compétente. En effet, si on m'impose de refaire mon trottoir, c'est la **commune** qui sera compétente. Si une prime m'est refusée pour la reconstruction de ma maison insalubre, il s'agira d'une compétence **régionale**. Si un parc d'attraction bruyant va être construit malgré une enquête commodo-incommodo défavorable, ce sera la **province** ; et enfin si une allocation pour handicapé est refusée, c'est au **fédéral** qu'il faut s'adresser.

Il est important de distinguer qui est le pouvoir exécutif (crée les lois) et le pouvoir législatif (vote les lois). **Au niveau communal** le Bourgmestre et les Echevins sont le pouvoir exécutif ; le Conseil communal qui équivaut au parlement est le pouvoir législatif.



Un recours gratuit contre l'Administration se fait auprès du **Médiateur communal**. Celui-ci enregistre la réclamation, interroge l'Administration afin d'avoir les avis des deux parties. Si la plainte est fondée, il s'efforcera de trouver une solution.

On introduit une demande en recours auprès du Médiateur : par téléphone, par fax, par mail. Une lettre mentionnera vos coordonnées et numéro de téléphone afin qu'il puisse reprendre contact avec vous. Il est possible de rendre visite au Médiateur pendant les heures d'ouvertures de la permanence.

Fiche 2

Niveau Provincial

Les réunions du Conseil provincial sont publiques : tout le monde peut y assister sauf en ce qui concerne le budget qui se déroule à huit clos, et s'il s'agit d'une personne. Il se réunit au moins 10 fois par an. Le Conseil provincial peut organiser une consultation populaire provinciale.

Gouverneur et les Députés permanents sont le pouvoir exécutif.
Les Conseillers provinciaux sont le pouvoir législatif.

Le greffier provincial est le gardien des archives provinciales. Il est possible de consulter les pièces administratives, sous la responsabilité du greffier, et dans le respect des dispositions légales et réglementaires.

PROJET

Conseils provincial

Discussion et vote

Gouverneur

Accord

Publication

Il est possible de faire appel au **Médiateur Provincial** pour un premier recours.

Communautaire et Régional

Les débats sont publics (écoute mais pas d'intervention).

Le Ministre Président et les Ministres sont le pouvoir exécutif.
Les Conseillers régionaux sont le pouvoir législatif.

Il est possible de faire appel au **Médiateur Régional** pour un premier recours.

PROJET

Conseils (Parlements)

Discussion et vote

Gouvernement

Ministre Président

Publication